

# L'ÉTATS-UNIS

par

Robert Webb

Dépenses R-D 1997 211,9 milliards \$US parités de pouvoir d'achat  
R-D/PIB 1997 2,71 %

	<u>R-D exécutée 1997</u>	<u>R-D financée 1997</u>
les entreprises	74,3 %	64,3 %
l'État	8,2 %	31,9 %
l'enseignement supérieur	14,4 %	
Part mondiale des publications 1996	33,53 %	
Part de publication co-signées avec le Canada 1996	36,57 %	

## 1. Survol des sciences et de la technologie aux États-Unis

Au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les États-Unis étaient, dans une grande mesure, autonomes sur le plan de la technologie et du commerce. Toutefois, d'abord à cause des déplacements des gens et des communications (surtout dans le domaine scientifique), des arts et de la culture, et maintenant de la mondialisation du commerce, les États-Unis ont des liens de plus en plus étroits avec la communauté mondiale. L'économie américaine n'est plus complètement interne. Le pays a amorcé un virage international sur le plan du développement de la technologie et de l'économie et de nombreuses sociétés sont devenues très interdépendantes au niveau mondial. Les affaires électroniques et les réseaux de communications rapides et peu coûteuses ont créé un marché international, non seulement pour les produits traditionnels mais aussi pour la recherche industrielle et les services éducatifs.

Aux États-Unis, le gouvernement fédéral, désormais en situation d'excédents budgétaires, continue de soutenir la R-D, du moins celle qui concerne les priorités privilégiées. Pour l'exercice 2000, le soutien qu'il accorde à la plupart des domaines de R-D est légèrement à la hausse, malgré les coupures imposées à la dernière minute dans toutes les dépenses discrétionnaires. Le gouvernement a même augmenté considérablement les crédits qu'il alloue à certaines activités de R-D hautement prioritaires en matière de défense et de santé. Au cours de l'exercice 2000, les crédits totaux alloués à la R-D par le gouvernement fédéral atteignent 83,3 milliards de dollars, soit 4 milliards ou 5 p. cent de plus qu'en 1999, surtout en raison de la forte majoration des crédits de R-D alloués au Département de la défense (DOD) et aux instituts nationaux de santé (NIH). La plupart des organismes reçoivent plus de crédits pour la R-D, mais pour certains, les augmentations sont inférieures au taux d'inflation et pour d'autres il s'agit même de légères coupures.

La R-D en matière de santé (18,7 milliard de dollars, en hausse de 14,1 p. cent) et la R-D en matière d'énergie (1,3 milliard, en hausse de 9,3 p. cent) sont manifestement des priorités pour l'exercice 2000. Les crédits de R-D autres que pour la défense sont de 40,9 milliards de dollars, en hausse de 7,1 p. cent. Toutefois, si l'on exclut les 17,8 milliards de dollars (hausse de 2,2 milliards ou de 14,3 p. cent) alloués aux NIH, les crédits de R-D autres que pour la défense n'augmentent que de 2,4 p. cent, ce qui est à peine plus élevé que le taux d'inflation prévu de